

Règlement POS

entête	UA	UB	UC	UD	UE
	ensembles bâtis anciens + ou - denses, habitat et activités. Conservation du tissu bâti intéressant	zones agglomérées denses : logements et commerces principalements	zones d'extensions d'agglomération, densité moyenne : logements, commerces et RT principalement	zones d'extension de l'urbanisation à faible densité	réservé àaux activités industrielles, artisanales ou agricoles et aux entrepôts
article 1 : occupations du sol admises	habitation, hôtellerie, équipement collectif, commerces ou artisanat, bureaux ou services, stationnement et garages, aménagement et l'extension des constructions existantes à usage d'hébergement d'enfants agréé dans un objectif d'amélioration des conditions d'hébergement sans augmentation de la capacité d'accueil ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics dépôts liés aux installations classées (stations services, établissements agricoles) sous réserve de que l'aménagement et/ou l'extension reste compatible avec l'habitat; installations classées liées et nécessaires au fonctionnement des services publics. L'aménagement des constructions liées et nécessaires à l'activité agricole, sous réserve de rester compatible avec l'habitat	habitation, hôtellerie, équipement collectif, commerces ou artisanat, bureaux ou services, stationnement et garages, ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics dépôts liés aux installations classées (stations services, établissements agricoles) sous réserve de que l'aménagement et/ou l'extension reste compatible avec l'habitat; installations classées liées et nécessaires au fonctionnement des services publics. L'aménagement des constructions liées et nécessaires à l'activité agricole, sous réserve de rester compatible avec l'habitat; clôtures situées sur un itinéraire de ski devront être amovibles et enlevées avant l'ouverture de la saison d'hiver; constructions nouvelles à usage d'hébergement d'enfants agréé, sous réserve que sur le terrain d'assiette de la construction soient réalisées des terrains de jeux, dans la proportion de 100 m² par enfant (capacité d'hébergement x 100 m²)	habitation, hôtellerie, équipement collectif, commerces ou artisanat, bureaux ou services, stationnement et garages, aménagement et l'extension des constructions existantes à usage d'hébergement d'enfants agréé dans un objectif d'amélioration des conditions d'hébergement sans augmentation de la capacité d'accueil ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics servitudes de passages issues de l'application de l'article 53 de la Loi Montagne dans le secteur Ucs; aménagement des constructions à usage d'activité agricole existantes; clôtures situées sur un itinéraire de ski repéré au plan devront être amovibles et enlevées avant l'ouverture de la saison d'hiver	habitation, équipement collectif, commerces ou artisanat ou bureaux , stationnement et garages, hôtel et résidences de tourisme, aménagement et l'extension des constructions existantes à usage d'hébergement d'enfants agréé dans un objectif d'amélioration des conditions d'hébergement sans augmentation de la capacité d'accueil ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics clôtures situées sur un itinéraire de ski repéré au plan devront être amovibles et enlevées avant l'ouverture de la saison d'hiver	équipement collectif, artisanat, bureaux ou services , industriel, entrepôt à usage commerciaux, stationnement et garage, agricole logements de fonctions à raison d'un logement par activité et n'excédant pas 150 m² de SHON installations classées lotissements à usage définis ci-dessus installations et travaux divers installations classées correspondant à des activités nécessaires à la vie et à la commodité des habitants et n'entraînant pour le voisinage aucune incommodité et, en cas d'accident ou de fonctionnement défectueux, aucune insalubrité ou sinistre susceptible de causer des dommages graves et irréparables aux personnes et aux biens; clôtures situées sur un itinéraire de ski repéré au plan devront être amovibles et enlevées avant l'ouverture de la saison d'hiver
article 2 : occupations et utilisation du sol interdites	installations classées autres que celles admises à l'article UA 1, ouvertures de carrières ou leur extension, dépôts non liés à des établissements classés autorisés en UA 1 § 2, stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol, constructions recevant des collectivités	installations classées autres que celles admises à l'article UB 1, ouvertures de carrières ou leur extension, dépôts non liés à des établissements classés autorisés en UB 1 § 2, stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol, constructions à usage industriel	installations classées autres que celles admises à l'article UB 1, ouvertures de carrières ou leur extension, dépôts de toute nature, stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol, constructions à usage industriel, constructions nouvelles à usage des collectivités d'enfants	installations classées, ouvertures de carrières ou leur extension, dépôts de toute nature, stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol, constructions à usage industriel ou agricole, constructions nouvelles à usage des collectivités d'enfants	habitation autre que les logements de fonction, collectivité d'enfants, hôtels, résidence de tourisme, ouvertures de carrières ou leur extension, terrains de camping et de caravanning, stationnement isolé des caravanes et des mobil homes, affouillements et les exhaussements du sol
article 5 : caractéristiques des terrains	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
article 6 : distance/ domaine publique	1/ recul tracé sur plan, implantation sur limite possible 2/ si pas recul sur plan : mix alignement sur l'existant et contrainte de circulation 3/ garage : stationnement des véhicules hors voie publique	1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant	1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant	1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant	1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant
article 7 : distance/ limites	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faitage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faitage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faitage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faitage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement	1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faitage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement
article 8 : distance/ autres bâtiment sur même terrain	1/ cf Code Civil article 675 et suivants 2/ reconstruction après sinistres : peut reprendre l'implantation existante	1/ d ≥ 4m 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc	1/ d ≥ 4m 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc	1/ d ≥ 4m 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc	1/ d ≥ 4m 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc
article 9 : CES	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet	Sans objet
article 10 : hauteur	* hauteur max = celle des constructions voisines * aménagement ou reconstruction : h = hauteur initiale * annexes : h égout ≤ 3m et h faitage ≤ 5m	1/ h = Δh entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) 2/ h faitage ≤ 15m 3/ h égout ≤ 11m 4/ annexes : h égout ≤ 3m 5/ pour transformation bât existant à toit terrasse ou à un pan, possibilité d'augmenter la hauteur ≥ 15m au faitage si amélioration architecturale	1/ h = Δh entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) 2/ h faitage ≤ 12m, 15m pour hôtel, SP et intérêt collectif, et secteur UCa 3/ h égout ≤ 8m, 11m pour RT, hôtel, hébergement à gestion locative et secteur Uca 4/ annexes : h égout ≤ 3,50m 5/ pour transformation bât existant à toit terrasse ou à un pan, possibilité d'augmenter la hauteur cf schéma 10-5	1/ h = Δh entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) 2/ h faitage ≤ 9m, 12m pour hôtel 3/ h égout ≤ 6m, 8m pour hôtel 4/ annexes : h égout ≤ 3,50m 5/ pour transformation bât existant à toit terrasse ou à un pan, possibilité d'augmenter la hauteur cf schéma 10-5	1/ h = Δh entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) 2/ h faitage ≤ 12m 3/ h égout ≤ 9m 4/ annexes : h égout ≤ 3,50m
article 12 : stationnement	habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants	habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants	habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants	habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants	habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants
article 13 : espaces libres	obligation de réaliser des terrains de jeux	obligation de réaliser des terrains de jeux	obligation de réaliser des terrains de jeux	obligation de réaliser des terrains de jeux	obligation de réaliser des terrains de jeux
article 14 : COS	* COS = 0,80 * pour les hôtels : COS = 1,60 application des articles 3 à 13	* COS = 0,80 * pour les hôtels : COS = 1,60 * en UB1, pas de COS : intégration des aménagements dans le volume existant * pour hôtels existants à l'approbation du POS, ds cadre d'amélioration sans augmentation capacité d'accueil, pas de COS pour aménagement et changement de destination sous réserve que l'augmentation de l'emprise au sol soit réalisée en 1 fois et soit ≤ à 5% de l'existant	* COS = 0,40 * pour les hôtels : COS = 1,60 , pour collectifs et groupés : COS = 0,50 * pas ce COS pour SP et intérêt collectif * pour hôtels existants à l'approbation du POS, ds cadre d'amélioration sans augmentation capacité d'accueil, pas de COS pour aménagement et changement de destination sous réserve que l'augmentation de l'emprise au sol soit réalisée en 1 fois et soit ≤ à 5% de l'existant	* COS = 0,20 * pour les hôtels : COS = 1,60 , pour collectifs et groupés : COS = 0,50 * lotissement du SERROZ : COS = 0,30 * pour hôtels existants à l'approbation du POS, ds cadre d'amélioration sans augmentation capacité d'accueil, pas de COS pour aménagement et changement de destination sous réserve que l'augmentation de l'emprise au sol soit réalisée en 1 fois et soit ≤ à 5% de l'existant	les logements de fonction ne dépasseront pas 150m² de SHON, pour les autres constructions pas de COS
article 15 : dépassement de COS	Sans objet	1.1/ dépassement pour aménagement bât existants pour mise aux normes ou amélioration architecturale comme prévue à l'art 10 alinéa 5 1.2/ dépassement suite à sinistre ou démolition : reprise du volume, S plancher correspondant à l'existant n'est pas prise en compte ds calcul de la participation si DPC faite avant 2 ans après sinistre	1.1/ dépassement pour aménagement bât existants pour mise aux normes ou amélioration architecturale comme prévue à l'art 10 alinéa 5 1.2/ dépassement suite à sinistre ou démolition : reprise du volume, S plancher correspondant à l'existant n'est pas prise en compte ds calcul de la participation si DPC faite avant 2 ans après sinistre	1.1/ dépassement pour aménagement bât existants pour mise aux normes ou amélioration architecturale comme prévue à l'art 10 alinéa 5 1.2/ dépassement suite à sinistre ou démolition : reprise du volume, S plancher correspondant à l'existant n'est pas prise en compte ds calcul de la participation si DPC faite avant 2 ans après sinistre	Sans objet

définitions

h=hauteur à l'aplomb par rapport au TN avant travaux
hauteur absolue : h = d entre tout point du bât et niveau 0 (dalle) à son aplomb (hors ouvrages techniques)
hauteur relative : h = d entre tout point et niveau TN avant travaux à son aplomb (hors ouvrages techniques)

UF	Uzac1		INA	1INA	entête
	Zone d'Aménagement Concerté dite "ZAC des Charbonnières" Sa	Za	zones réservées à une urbanisation future, compte tenu d'un niveau d'équipements et de desserte actuellement insuffisante et/ou de la volonté de promouvoir une urbanisation organisée liée à leur situation	urbanisables soit à l'occasion d'une modification du Plan Local d'Urbanisme, soit d'une Z.A.C.	
<i>organisation et satisfaction des besoins collectifs directement liés au tourisme estival et hivernal, à la pratique des sports et des loisirs</i>	<i>secteurs réservés à la voirie, à l'usage du ski et aux emprises et surfaces destinées aux équipements d'intérêt collectif</i>	<i>secteurs Za 1, Za 2 et Za 3 sont destinés aux hébergements touristiques sous forme d'immeubles collectifs, avec stationnements. Cette numérotation 1, 2 et 3 ne correspond pas à une réglementation particulière entre ces 3 secteurs, mais à des contraintes de protection contre l'avalanche particulières</i>	<i>zones dont l'urbanisation interviendra sous réserve de la réalisation des équipements et qu'elle s'inscrive dans le cadre d'un schéma d'aménagement couvrant l'ensemble de la zone</i>		
équipements et installations à usage collectif destinés à la pratique estivale et hivernale des loisirs touristiques et sportifs liés à la montagne, ainsi que les restaurants logements de fonction indispensables au fonctionnement des installations autorisées dans la limite de 150 m² SHON par logement aires de stationnement de véhicules nécessaires au fonctionnement des activités autorisées dans la zone et autres installations et travaux divers sous réserve que ceux-ci ne soient pas de nature à porter atteinte au caractère des lieux			constructions à usage d'équipements publics, réhabilitation des bâtiments existants <u>urbanisation sous forme d'urbanisation organisée :</u> Insertion obligatoire dans une opération d'ensemble Lotissement, association foncière urbaine, zone d'aménagement concerté couvrant l'ensemble de la zone I NA, ou permis groupé sur une partie de la zone I NA s'il s'inscrit dans un schéma d'aménagement sur l'ensemble de la zone I NA; opérations d'aménagement porteront sur une superficie de terrain d'au moins 1 ha ou la totalité de la zone repérée au plan, la réalisation pouvant se faire par tranche de 1 000 m²; toute demande d'autorisation de construire devra préalablement faire l'objet d'un plan de composition et d'un programme d'équipement <u>urbanisation ous forme d'urbanisation non organisée :</u> aménagement des constructions existantes sans changement d'affectation ou en vue de l'habitation, à condition qu'il s'agisse de construction dont le « clos » et le « couvert » sont encore assurés à la date de la demande, reconstruction des bâtiments dans leur volume initial en cas de destruction accidentelle, s'ils ne conduisent à aucun préjudice d'intérêt public, secteur I NAd des Routes est admise la construction de l'habitation principale liée aux activités existantes dans le secteur	aménagement ou l'extension mesurée (n'excédant pas 50 m² de SHON des établissements et logements existants à la date d'approbation du P.O.S.). ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics	article 1 : occupations du sol admises
Tous modes d'occupation ou d'utilisation non mentionnés à l'article 1	toutes les occupations non autorisées à l'article ci-avant	installations classées, ouvertures de carrières ou leur extension, dépôts de toute nature, terrains de camping et de caravanning, stationnement isolé des caravanes, des mobil homes, constructions à usage industriel, artisanal et agricole, constructions à usage de collectivité d'enfants, édification de clôtures, commerces, à l'exception des restaurants-bars.	Sont interdits en I Nab, I NAc, I NAd et I NAe, tous les modes d'occupation et d'utilisation du sol autres que ceux visés à l'article I NA 1, notamment : habitations légères de loisirs ; ouverture et l'exploitation de carrières et gravières , installation de terrains de camping, d'aires naturelles de camping et le stationnement de caravanes, décharges, les dépôts de matériaux et de véhicules à l'air libre	Les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article précédent sont interdites	article 2 : occupations et utilisation du sol interdites
Sans objet	Sans objet	Sans objet	pour la zone I NAb, application des articles 6 à 8 et 10 à 12 de la zone UB ; pour la zone I NAc, application des articles 3 à 13 de la zone UC ; pour la zone I NAd, application des articles 3 à 13 de la zone UD ; pour la zone I NAe, application des articles 3 à 13 de la zone UE	Sans objet	article 5 : caractéristiques des terrains
			Voir ci-dessus		
1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant	Sans objet	d ≥ 6m à l'axe de la voie principale, d ≥ 5m à l'axe de la voie principale pour les garages, sauf en cas de problème de visibilité A l'amont et à l'aval de la piste de ski, les constructions doivent s'implanter à une distance de 4 mètres minimum par rapport au bord de cette piste	Voir ci-dessus	Sans objet	article 6 : distance/ domaine publique
1/ d ≥ 4m et minimum d ≥ h/2 2/ * d ≥ 3m pour corniches, balcons, débords de toiture, etc * implantation sur limite ou contre bâtiment en limite si accord entre voisins * annexes : implantation sur limite (ou recul 0,50m) possible si h sablière ≤ 2,50m, h faîtage ≤ 6m et L ≤ 8m sur limite * réfection, aménagement, changement destination, reconstruction des constructions existantes autorisée dans le prospect si ne diminue pas le recul existant * ouvrages d'intérêt général de faible importance : implantation dans prospect possible pour raisons techniques, de sécurité ou de fonctionnement		Sans objet	Voir ci-dessus	Sans objet	article 7 : distance/ limites
Sans objet	Sans objet	Sans objet	Voir ci-dessus	Sans objet	article 8 : distance/ autres bâtiment sur même terrain
Sans objet	Sans objet	Sans objet	Voir ci-dessus	Sans objet	article 9 : CES
1,1/ h = Δh entre sol existant avant travaux et tout point du bât (hors ouvrages techniques) 1,2/ h faîtage ≤ 15m 1,3/ annexes : h égout ≤ 9m 1,4/ pour transformation bât existant à toit terrasse ou à un pan, possibilité d'augmenter la hauteur cf schéma 10-5 2/ équipements publics : pas de hauteur max pour constructions dont caractéristiques correspondent à des nécessités techniques liées à leur fonction	Sans objet	hauteur des constructions ≤ R + 2 + COMBLES à l'amont et ≤ R + 3 + COMBLES à l'aval (parkings en sous-sol). hauteur à l'égout de toiture ≤ 9 mètres hauteur peut être augmentée d'un niveau supplémentaire sur 30 % de la surface totale du bâti. Ce pourcentage autorise une dérogation qui est soit globale (de 30 %) soit répartie (par exemple en 3 fois 10 %). Dans ce cas la hauteur prise à l'égout de toiture pour ces 30 % ne doit pas excéder 12 mètres	<u>zone INad des Routes :</u> hauteur maximum des constructions doit être celle d'un bâtiment R + 2 avec combles aménageables hauteur à la sablière ≤ 9 mètres hauteur au faîtage ≤15 mètres hauteur des annexes ≤ 3,50 m à l'égout de toiture	Sans objet	article 10 : hauteur
habitation : 1 place / 35m² SHON et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de plancher restaurants : 1 place pour 20 m² de salle de restaurant hôtels : 2 places / 3 chambres hôtels restaurants : règle la plus restrictives entre hôtels et restaurants		1 place / 50 m² SHON, 1 place minimum par logements et 50% des places couvertes	Voir ci-dessus	Sans objet	article 12 : stationnement
obligation de réaliser des espaces verts	espaces non bâtis seront verdurés et plantés, avec des essences locales exclusivement	espaces non bâtis seront verdurés et plantés, avec des essences locales exclusivement	Voir ci-dessus	Sans objet	article 13 : espaces libres
1/ * les logements de fonction ne dépasseront pas 150m² de SHON * les restaurants ne dépasseront pas 450m² de SHON 2/ pas de COS pour les autres constructions	pas de COS fixé dans cette zone	SHON maximale autorisée est de 20.000 m² pour des hébergements touristiques	pour la zone I NAc, application de l'article 14 de la zone UC; pour la zone I NAd, application de l'article 14 de la zone UD ; pour la zone I NAe, application de l'article 14 de la zone UE	Sans objet	article 14 : COS
Sans objet		Sans objet	pour la zone I NAc, application de l'article 15 de la zone UC; pour la zone I NAd, application de l'article 15 de la zone UD ; pour la zone I NAe, application de l'article 15 de la zone UE	Sans objet	article 15 : dépassement de COS

	INC	INCa	INCf	INCs	INCz
entête	espaces naturels productifs dont la protection s'étend à long terme en raison de l'atout économique qu'elles représentent (ex. agriculture et forêt, carrières, domaines skiables etc...)	secteur où la restauration des villages est autorisée	secteurs de forêt	secteurs de pistes et d'exploitation du domaine skiable au sens des articles 49 à 54 de la loi du 9 janvier 1985 n° 85-30 relative au développement et à la protection de la montagne	secteur soumis à des risques naturels, dans lequel tout projet de construction doit recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents
article 1 : occupations du sol admises	<p>1.1. L'édification de clôtures autres que celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière est soumise à déclaration préalable (article L 422.2 du Code de l'Urbanisme).</p> <p>1.2. Les installations et travaux divers définis à l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme, sont soumis à l'autorisation conformément aux dispositions des articles R 442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.</p> <p>1.3. Les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le périmètre de protection des monuments historiques et des sites protégés.</p> <p>Les défrichements sont soumis à autorisation dans les massifs boisés non classés faisant partie d'un massif de plus de 4 ha</p> <p>1.5 Les cheminements piétons et skieurs portés au plan doivent être préservés.</p> <p>De nouveaux cheminements piétons et skieurs pourront être créés. Ces cheminements devront être d'une largeur minimale de 8 mètres aux lieudits « Le Batu », « Vers le Rieux Benoît », « Sous le Rocher St-Pierre », « Le Moulin Benjamin », « Les Girards ».</p> <p>Sont admises sous conditions, les constructions et aménagements à usage agricole, Les logements de fonction à raison d'un logement de 150 m² par établissement, Les équipements collectifs sauf en NCf, Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, L'ouverture et l'exploitation de carrières sauf dans le secteur I NCs, La restauration, l'aménagement, la reconstruction des chalets d'alpages avec changement de destination,</p> <p>L'aménagement de places de stationnements extérieures, la construction de garages</p> <p>L'aménagement de places de stationnements extérieures</p> <p>tout projet de construction devra recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents en matière de présentation des risques naturels</p>				
article 2 : occupations et utilisation du sol interdites	Les occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article I NC 1				
article 5 : caractéristiques des terrains	Sans objet.				
article 6 : distance/ domaine public	<p>1/ * en agglo : d ≥ Δh entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC</p> <p>* hors agglo : d ≥ 20m/axe des RD, voir 14m avec accord gestionnaire, d ≥ 6m/axe des VC</p> <p>2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant</p>				
article 7 : distance/ limites	<p>1. Les constructions peuvent s'implanter aux limites séparatives :</p> <p>a) en cas de constructions simultanées de part et d'autre des limites séparatives.</p> <p>b) Pour s'appuyer sur un bâtiment existant édifié sur la limite séparative</p> <p>c) En cas de réalisation d'une construction annexe dont la hauteur hors tout ne dépasse pas 3,5 m.</p> <p>2. Dans le cas contraire, la distance ne peut être inférieure à 4 m.</p> <p>3. Cette distance pourra être diminuée d'un mètre pour ce qui concerne les corniches, débords de toiture et balcons.</p> <p>4. En cas de reconstruction après sinistre, les prospects à respecter pourront être ceux qui existaient précédemment.</p> <p>5. En I NCa application de l'article UA 7</p>				
article 8 : distance/ autres bâtiment sur même terrain	<p>1. Une distance minimale d'au moins 4 m est imposée entre deux bâtiments non contigus.</p> <p>2. Une tolérance de 1 m pour les balcons, débords de toiture et corniches peut être admise.</p>				
article 9 : CES	Sans objet.				
article 10 : hauteur	<p>1. La hauteur des constructions est mesurée à partir du sol existant avant travaux jusqu'à l'égout de toiture.</p> <p>2. La hauteur des constructions à usage d'habitation ne doit pas excéder 6 m.</p> <p>3. En secteur I NCa, application de l'article UA 10.</p>				
article 12 : stationnement	<p>1. Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques. Il correspond aux besoins des constructions et installations.</p> <p>2. En I NCa, application de l'article UA 12.</p>				
article 13 : espaces libres	<p>1. Les plantations existantes sont maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes.</p> <p>2. En I NCa, application de l'article UA 13.</p>				
article 14 : COS	<p>1. Le coefficient maximal d'occupation du sol est défini de telle sorte que les constructions n'excèdent pas les surfaces hors œuvre nette suivantes :</p> <p>□ Pour les restaurants d'altitude : 1200 m²</p> <p>□ Pour les refuges : 250 m²</p> <p>□ Pour les logements de fonction : 150 m²</p> <p>2. En I NCa, application de l'article UA 14.</p>				
article 15 : dépassement de COS	Sans objet.				
définitions	<p>h=hauteur à l'aplomb par rapport au TN avant travaux</p> <p>hauteur absolue : h = d entre tout point du bât et niveau 0 (dalle) à son aplomb (hors ouvrages techniques)</p> <p>hauteur relative : h = d entre tout point et niveau TN avant travaux à son aplomb (hors ouvrages techniques)</p>				

II NC secteur à vocation naturelle. La commune de VALLOIRE envisage de réétudier la destination définitive de ces zones dans le cadre d'un développement futur de la station village	II NCz secteur soumis à des risques naturels, dans lequel tout projet de construction doit recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents	ND zone naturelle non équipée qu'il convient de protéger en raison de la qualité du site et des paysages ou en raison des risques naturel. Il comporte des bâtiments militaires pour lesquels la réhabilitation dans le volume existant est autorisée	NDf secteur à protéger en raison des risques naturels ou de la qualité écologique du site	NDz secteur constituant une zone de repli en cas de manque de neige	entête
<p>1.1. L'édification de clôtures autres que celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière est soumise à déclaration préalable (article L 422.2 du Code de l'Urbanisme).</p> <p>1.2. Les installations et travaux divers définis à l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme, sont soumis à l'autorisation conformément aux dispositions des articles R 442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.</p> <p>1.3. Les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le périmètre de protection des monuments historiques et des sites protégés.</p> <p>1.4. En secteur II NCz, tout projet de construction devra recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents en matière de prévention des risques naturels.</p> <p>1.5 Les cheminements piétons et skieurs portés au plan doivent être préservés.</p> <p>De nouveaux cheminements piétons et skieurs pourront être créés. Ces cheminements devront être d'une largeur minimale de 8 mètres au lieu-dit « Les Casses ».</p> <p>Sont admis sous conditions : 3.1. L'édification des clôtures sous réserve de ne pas porter atteinte à l'activité touristique hivernale.</p> <p>3.2. Les installations et travaux divers sous réserve que celles-ci ne soient pas de nature à porter atteinte au site.</p> <p>3.3. L'aménagement des constructions ou l'extension mesurée n'excédant pas 50 m² de SHON des établissements et logements existants.</p> <p>3.4. Les installations de remontées mécaniques sous réserve que celles-ci ne portent pas atteinte au caractère du site.</p> <p>3.5. Les garages sous réserve de ne pas entraver l'aménagement futur du site.</p> <p>3.6. Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics</p>	<p>1.1. L'édification de clôtures, autres que celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière, est soumise à déclaration préalable (article L 422.2 du Code de l'Urbanisme).</p> <p>1.2. Les installations et travaux divers définis à l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme, sont soumis à autorisation conformément aux dispositions des articles R 442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.</p> <p>1.3. Les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le périmètre de protection des monuments historiques et des sites protégés.</p> <p>1.4. Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés, faisant partie d'un massif de plus 4 ha.</p> <p>1.5. En secteur NDf, tout projet de construction devra recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents en matière de prévention des risques naturels.</p> <p>1.6 Les cheminements piétons et skieurs portés au plan doivent être préservés.</p> <p>De nouveaux cheminements piétons et skieurs pourront être créés. Ces cheminements devront être d'une largeur minimale de 8 mètres aux lieu-dits « Vers le Rieux Benoît, les Casses ».</p> <p>Les travaux directement liés à l'activité forestière</p> <p>Sont admis sous conditions :</p> <p>3.1. L'aménagement des constructions ou l'extension mesurée n'excédant pas 50 m² de SHON des établissements et logements existants à la date d'approbation du POS sauf en NDf.</p> <p>3.2. Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics et les installations d'intérêt général tels que les postes de transformation d'électricité, station de pompage, réservoirs d'eau, etc....</p> <p>3.3. La réhabilitation des bâtiments militaires dans le volume existant</p>	<p>1.1. L'édification de clôtures, autres que celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière, est soumise à déclaration préalable (article L 422.2 du Code de l'Urbanisme).</p> <p>1.2. Les installations et travaux divers définis à l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme, sont soumis à autorisation conformément aux dispositions des articles R 442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.</p> <p>1.3. Les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le périmètre de protection des monuments historiques et des sites protégés.</p> <p>1.4. Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés, faisant partie d'un massif de plus 4 ha.</p> <p>1.5. En secteur NDf, tout projet de construction devra recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents en matière de prévention des risques naturels.</p> <p>1.6 Les cheminements piétons et skieurs portés au plan doivent être préservés.</p> <p>De nouveaux cheminements piétons et skieurs pourront être créés. Ces cheminements devront être d'une largeur minimale de 8 mètres aux lieu-dits « Vers le Rieux Benoît, les Casses ».</p>	<p>1.1. L'édification de clôtures, autres que celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière, est soumise à déclaration préalable (article L 422.2 du Code de l'Urbanisme).</p> <p>1.2. Les installations et travaux divers définis à l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme, sont soumis à autorisation conformément aux dispositions des articles R 442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.</p> <p>1.3. Les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le périmètre de protection des monuments historiques et des sites protégés.</p> <p>1.4. Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés, faisant partie d'un massif de plus 4 ha.</p> <p>1.5. En secteur NDf, tout projet de construction devra recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents en matière de prévention des risques naturels.</p> <p>1.6 Les cheminements piétons et skieurs portés au plan doivent être préservés.</p> <p>De nouveaux cheminements piétons et skieurs pourront être créés. Ces cheminements devront être d'une largeur minimale de 8 mètres aux lieu-dits « Vers le Rieux Benoît, les Casses ».</p>	<p>1.1. L'édification de clôtures, autres que celles nécessaires à l'activité agricole ou forestière, est soumise à déclaration préalable (article L 422.2 du Code de l'Urbanisme).</p> <p>1.2. Les installations et travaux divers définis à l'article R 442.2 du Code de l'Urbanisme, sont soumis à autorisation conformément aux dispositions des articles R 442.1 et suivants du Code de l'Urbanisme.</p> <p>1.3. Les démolitions sont soumises au permis de démolir dans le périmètre de protection des monuments historiques et des sites protégés.</p> <p>1.4. Les défrichements sont soumis à autorisation dans les espaces boisés classés, faisant partie d'un massif de plus 4 ha.</p> <p>1.5. En secteur NDf, tout projet de construction devra recueillir l'avis favorable des services administratifs compétents en matière de prévention des risques naturels.</p> <p>1.6 Les cheminements piétons et skieurs portés au plan doivent être préservés.</p> <p>De nouveaux cheminements piétons et skieurs pourront être créés. Ces cheminements devront être d'une largeur minimale de 8 mètres aux lieu-dits « Vers le Rieux Benoît, les Casses ».</p>	<p>article 1 : occupations du sol admises</p>
Sont interdits tous les modes d'occupation et d'utilisation du sol autre que ceux susvisés à l'article II NC 1	Toutes les constructions ou installations quelle qu'en soit la nature ou la destination non mentionnée à l'article ND 1				<p>article 2 : occupations et utilisation du sol interdites</p>
Sans objet.	Sans objet.				<p>article 5 : caractéristiques des terrains</p>
Sans objet.	Sans objet.				<p>article 6 : distance/ domaine public</p>
Sans objet.	Une annexe en limite séparative est admise si la hauteur hors tout ne dépasse pas 3,5 m				<p>article 7 : distance/ limites</p>
Sans objet.	Sans objet.				<p>article 8 : distance/ autres bâtiment sur même terrain</p>
Sans objet.	Sans objet.				<p>article 9 : CES</p>
Sans objet.	Sans objet.				<p>article 10 : hauteur</p>
Sans objet.	Sans objet.				<p>article 12 : stationnement</p>
Sans objet.	Sans objet.				<p>article 13 : espaces libres</p>
Sans objet.	Pour la réhabilitation des bâtiments militaires, celle-ci étant autorisée dans le volume existant, il n'est pas prescrit de C.O.S.				<p>article 14 : COS</p>
Sans objet.	Sans objet.				<p>article 15 : dépassement de COS</p>

Ut	AU	AUc	AUd	AUI	AUp	
ensembles bâtis anciens (hameaux et villages), dont la qualité remarquable conduit à prendre des dispositions spécifiques de sauvegarde de son tissu bâti et non bâti. Leur urbanisation est considérée comme achevée indice « z » : secteurs réglementés dans le cadre du PPR	zones urbanisables à l'occasion d'une modification ou d'une révision simplifiée du P.L.U.	zones périphériques de certains hameaux. Soumis au L123-2-a. Ouverture à l'urbanisation conditionnée par l'acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble. La typologie des bâtiments est celle de petits collectifs	zones périphériques de certains hameaux. Soumis au L123-2-a. Ouverture à l'urbanisation conditionnée par l'acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble. La typologie des bâtiments est celle de l'habitat individuel indice « z » : secteurs réglementés dans le cadre du PPR sous-secteur AUd1 : secteur du Crêt du Semoz, prolongement de la philosophie du lotissement communal du Semoz. Ouverture à l'urbanisation est conditionnée par l'acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble. La typologie des bâtiments est celle de l'habitat individuel ou groupé avec une densité élevée	zone du Pontet où la restructuration du front de neige sera accompagnée d'équipements publics liés aux loisirs et aux loisirs. Soumis au L123-2-a. Ouverture à l'urbanisation conditionnée par l'acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble.	secteur situé à l'arrière de la mairie destiné à accueillir un projet de parking souterrain. Soumis au L123-2-a. Ouverture à l'urbanisation conditionnée par l'acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble.	entête
les installations classées autres que celles admises à l'article Ut 1, les dépôts non liés à des établissements classés autorisés en Ut 1 § 2, le stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, les affoulements et les exhaussements du sol sauf s'ils sont liés à une opération autorisée, les constructions recevant des collectivités, les constructions destinées à l'activité agricole, aux activités artisanales, aux activités industrielles, les constructions nouvelles à destination d'habitation, d'hébergement hôtelier, d'artisanat, de commerce, de bureau ou d'exploitation agricole et forestière.	occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article suivant sont interdites.	installations classées, dépôts de toute nature , stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affoulements et les exhaussements du sol sauf s'ils sont liés à une opération autorisée, constructions nouvelles destinées à l'usage agricole et forestier, à l'usage industriel, à l'usage de collectivité d'enfants	installations classées, dépôts de toute nature , stationnement isolé des caravanes, le camping caravanning, les mobil homes, affoulements et les exhaussements du sol sauf s'ils sont liés à une opération autorisée, constructions nouvelles destinées à l'usage agricole et forestier, à l'usage industriel, à l'usage de collectivité d'enfants	occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article suivant sont interdites	occupations et utilisations du sol non mentionnées à l'article suivant sont interdites	article 1 : occupations interdites
hôtellerie à condition que les établissements conventionnement avec la commune, de commerces, d'artisanat ou d'établissement classé à condition qu'ils ne créent pas de nuisances pour le voisinage, de bureaux ou de services, les annexes sur le même linéament que la construction principale. ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics aménagement des constructions existantes liées et nécessaires à une activité agricole, sous réserve de rester compatible avec l'habitat reconstruction des ruines est autorisée à l'identique si les ruines étaient présentes sur la Mappe Sarde	Les ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics Les constructions ou installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisés à condition qu'ils s'inscrivent dans le plan d'aménagement d'ensemble de la zone	Les conditions d'ouverture à l'urbanisation doivent respecter des orientations d'aménagement et de programmation correspondantes à chaque zone Les opérations d'aménagement porteront sur la totalité de la zone repérée au plan, la réalisation pouvant se faire par tranches : - La conception et la localisation du projet ne devront pas conduire à des délaisés de terrain inconstructible et l'opération devra être compatible avec le développement ultérieur sur l'ensemble de la zone - Les équipements publics desservant le terrain devront être adaptés à l'importance de l'opération projetée et à l'importance de la zone dans sa globalité Sous réserve de l'application des conditions énoncées ci-dessus, il sera fait application de l'article Uc 1 pour les secteurs AUc	Les conditions d'ouverture à l'urbanisation doivent respecter des orientations d'aménagement et de programmation correspondantes à chaque zone Les opérations d'aménagement porteront sur la totalité de la zone repérée au plan, la réalisation pouvant se faire par tranches : - La conception et la localisation du projet ne devront pas conduire à des délaisés de terrain inconstructible et l'opération devra être compatible avec le développement ultérieur sur l'ensemble de la zone - Les équipements publics desservant le terrain devront être adaptés à l'importance de l'opération projetée et à l'importance de la zone dans sa globalité Sous réserve de l'application des conditions énoncées ci-dessus, il sera fait application de l'article Ud 1 pour les secteurs AUd et AUd1	aménagement ou l'extension mesurée (n'excédant pas 50 m² de Surface de Plancher des établissements et logements existants à la date d'approbation du P.L.U.). ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics	ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics	article 2: occupations admises sous conditions
Non réglementé	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet	article 5 : caractéristiques terrain
démolition – reconstruction de tout ou partie du bâtiment, la nouvelle construction doit être implantée dans une bande de 0,50 m à l'intérieur de la parcelle depuis le nu extérieur du mur existant	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet	article 6 : distance/ domaine publique
démolition-reconstruction, la nouvelle construction devra reprendre l'assiette du bâtiment ancien à plus ou moins 0,50 m près, depuis le nu extérieur du mur existant. Les dépasées de toiture sont autorisées dans la limite de 1,2 m	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet	article 7 : distance/ limites
Non réglementé	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet	article 8 : distance/ autres bâtiment sur même terrain
Non réglementé	Sans objet			Sans objet	Sans objet	article 9 : CES
démolition-reconstruction la hauteur imposée est celle du bâtiment initial à plus ou moins 0,50m. Il appartient au pétitionnaire d'apporter la preuve de la hauteur initiale du bâtiment concerné La hauteur des annexes est limitée à la hauteur des constructions existantes	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet	article 10 : hauteur
habitation : 1 place / 35m² SP et 1 place par logement commerces : 1 place / 20m² de surface de vente bureaux : 1 place / 40m² de surface de plancher	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet	article 12 : stationnement
Les espaces imperméabilisés pourront être augmenté au maximum de 10%	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Sans objet	Sans objet	article 13 : espaces libres
Non réglementé	Sans objet	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées	Les dispositions applicables à chacune des zones sont définies respectivement par les articles des zones U auxquelles celles-ci sont assimilées sous-secteur AUd1 : COS limité à 0,50	Sans objet	Sans objet	article 14 : COS

Règlement PLU

	A	Ac	As	Ap	As	Asra	N	Nappb	Nd	Neq
entête	zones constituant des espaces naturels productifs dont la protection s'étend à long terme en raison de l'about économique qu'elles représentent	constructions d'habitat existant en zone agricole et non lié à l'agriculture	secteurs agricoles dévolus à l'implantation d'exploitations agricoles où la construction est autorisée	périmètres de protection des sources	secteurs agricoles où sont permis les activités de sports et de loisirs hivernaux et estivaux (domaine skiable, remontées mécaniques, neige de culture, piste VTT, parcours santé, etc...).	secteurs d'implantation des restaurants d'altitude	zone naturelle non équipée qu'il convient de protéger en raison de la qualité du site et des paysages ou en raison des risques naturels	secteurs soumis à des Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biosphère	inconstructibles où sont autorisés les dépôts	secteurs accueillant des équipements publics en zone naturelle
									<div>dont : <input type="checkbox"/> secteur Hd1 : dépôts de matériel uniquement <input type="checkbox"/> secteur Hd2 : dépôts de matériel et matériaux valorisables uniquement</div>	<div>dont : <input type="checkbox"/> secteur Neq1 : équipements publics liés au dégrilleur <input type="checkbox"/> secteur Neq2 : équipements publics liés à la STEP uniquement <input type="checkbox"/> secteur Neq3 : équipements publics liés à l'apport uniquement <input type="checkbox"/> secteur Neq4 : équipements liés à la production hydroélectrique</div>
	zones de travaux des anciennes concessions minières sont repérées sur la partie graphique du règlement par un indice « ml ».									
article 1 : occupations interdites	toutes constructions sont interdites sauf celles autorisées à l'article A 2	l'industrie et les entrepôts. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article A 2)	l'hébergement hôtelier, les bureaux, l'artisanat, l'industrie. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article A 2)	toutes constructions à l'exception de celles visées à l'article A 2.	l'habitat, l'hébergement hôtelier, les bureaux, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières, les entrepôts. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article A 2)	l'habitat, l'hébergement hôtelier, les bureaux, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières, les entrepôts. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article A 2)	l'habitat, l'hébergement hôtelier, les bureaux, les commerces, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières, les entrepôts	toutes constructions sont interdites sauf celles autorisées à l'article N 2	l'habitat, l'hébergement hôtelier, les bureaux, les commerces, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article N 2)	l'habitat, l'hébergement hôtelier, les bureaux, les commerces, l'artisanat, l'industrie, les exploitations agricoles ou forestières, les entrepôts. Les destinations autorisées peuvent être soumises à conditions (cf article N 2).
article 2 : occupations admises sous conditions	les installations de services publics ou d'intérêt collectif à caractère d'ouvrages techniques telles que station de transformation électrique, station de pompage, réservoirs d'eau et autres ouvrages techniques sous forme notamment de tunnels, viaducs, passerelles, gares, exhaussements et affouillements du sol sous réserve d'un traitement approprié susceptible d'assurer leur intégration dans l'environnement.	l'aménagement ou l'extension mesurée des établissements et logements existants, n'excédant pas 20% de la Surface de Plancher existantes et limitée à 50 m² de Surface de Plancher avec changement d'affectation éventuel à la date d'approbation du P.L.U	constructions et aménagements à usage agricole. Les habitations liées à l'exploitation agricole doivent être intégrées dans le volume du bâtiment d'exploitation et sont limitées à 100m² de Surface de Plancher. Les ghes doivent être intégrés au bâtiment d'exploitation ou dans un bâtiment agricole existant à caractère patrimonial et sont limitées à 80m² de Surface de Plancher	réhabilitation des bâtiments existants sans changement de destination et apportant des améliorations au regard des contraintes liées à la protection du captage (cf rapport géologique joint aux annexes sanitaires)	constructions et aménagements de services publics ou d'intérêt collectif liés à l'exercice des activités sportives ou de loisirs estivale et hivernaux	commerces liés à l'exercice des activités sportives ou de loisirs estivaux et hivernaux	le règlement applicable est celui de l'arrêté préfectoral n°2008-278 du 18 novembre 2008 concernant les marais de la Sée et des Cires	Seuls les dépôts sont autorisés aux conditions suivantes : - en secteur Neq1 à condition que les dépôts soient du matériel uniquement, sans constructions. - en secteur Neq2 à condition que les dépôts soient du matériel ou des matériaux inertes uniquement, sans constructions.	Les constructions et installations à condition qu'elles soient liées aux services publics ou d'intérêt collectif : - en secteur Neq1 à condition qu'elles soient liées au dégrilleur et nécessaire à son fonctionnement uniquement. - en secteur Neq2 à condition qu'elles soient liées à la station d'épuration et nécessaire à son fonctionnement uniquement. - en secteur Neq3 à condition qu'elles soient liées à l'apport et nécessaire à son fonctionnement uniquement. - En secteur Neq4 à condition qu'elles soient liées à l'hydroélectricité	
article 5 : caractéristiques terrain	Non réglementé									
article 6 : distance/ domaine publique	1/ " en agгло : d ≥ 2h entre point de la construction au plus bas et au plus proche et point à l'alignement, d ≥ 8m/axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC * hors agгло : si pente voirie < 20%, d ≥ 20m/axe des RD, si pente voirie >20% d ≥14m /axe des RD, d ≥ 6m/axe des VC 2/ distance peut être réduite en cas de réfection, aménagement, changement de destination ou reconstruction sans être inférieure à l'existant 3/ Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, recul vis-à-vis des cours d'eau ≥ 5m, à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux 4/ constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : implantation libre								3/ Les rives naturelles	
article 7 : distance/ limites	1. Les constructions peuvent s'implanter aux limites séparatives : a) en cas de constructions simultanées de part et d'autre des limites séparatives. b) Pour s'appuyer sur un bâtiment existant édifié sur la limite séparative c) En cas de réalisation d'une construction annexe dont la hauteur hors tout ne dépasse pas 3,5 m. 2. Dans le cas contraire, la distance ne peut être inférieure à 4 m. 3. Cette distance pourra être diminuée d'un mètre pour ce qui concerne les corniches, débords de toiture et balcons. 4. En cas de reconstruction après sinistre, les prospects à respecter pourront être ceux qui existaient précédemment durant les 10 ans qui suivent la date du sinistre. 5. Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire et permanent) doivent être maintenues en espace libre de toute construction et de tout remblai, en respectant un recul vis-à-vis des cours d'eau à adapter en fonction des situations topographiques et du caractère naturel des lieux mais qui ne pourra pas être inférieure à 5 m 6. L'implantation des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif est libre.								5. Les rives naturelles des cours d'eau (temporaire	
article 8 : distance/ autres bâtiment sur même terrain	Non réglementé									
article 9 : CES	Non réglementé									
article 10 : hauteur	En toutes zones, la hauteur des annexes est limitée à la hauteur des constructions existantes.								Sans objet	
	Sans objet	hauteur des extensions doit rester inférieure ou égale à la hauteur de la construction existante.	hauteur est limitée à 12m	Sans objet	hauteur n'est pas limitée	hauteur est limitée à 9m				
article 12 : stationnement	Le stationnement des véhicules doit être assuré en dehors des voies publiques. Il correspond aux besoins des constructions et installations.									
article 13 : espaces libres	Les plantations existantes sont maintenues ou remplacées par des plantations équivalentes									
article 14 : COS	Non réglementé	COS issu de l'application de l'article A 2	pas de COS	pas de COS	pas de COS	pas de COS	Non réglementé	COS : 0,00	Non réglementé	
définitions	constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif : pas de COS fixé									
	h=hauteur à l'aplomb par rapport au TN avant travaux hauteur absolue : h = d entre tout point du bâti et niveau 0 (dalle) à son aplomb (hors ouvrages techniques) hauteur relative : h = d entre tout point et niveau TN avant travaux à son aplomb (hors ouvrages techniques)									

